

DÉFENSE Servir, du général Pierre de Villiers « Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes pas en paix »

Démissionnaire en juillet dernier, l'ancien chef d'état-major des armées Pierre de Villiers a dit à Strasbourg, hier soir, qu'il fallait « régénérer et moderniser » l'armée française.



Le général Pierre de Villiers.

PHOTO DNA - CHRISTIAN LUTZ-SORG

Salle comble, hier soir, à la librairie Kieffer pour le général Pierre de Villiers. L'ancien chef d'état-major des armées, le seul à avoir démissionné de ce poste sous la V^e République, défend dans *Servir* (Payard) son idée de la défense de la France. Livre d'unité et d'espérance, insiste-t-il en rendant hommage à la « belle jeunesse », et non livre de règlement de comptes. S'il a démissionné, rappelle-t-il, c'est par loyauté : « La vraie loyauté, c'est de dire la vérité ». Les 850 millions d'euros biffés en 2017 dans le budget de la Défense, ce n'était « pas supportable » alors qu'il était promise une « cible » de 50 milliards hors opérations extérieures et pensions à l'horizon 2025. « Il fallait une progression linéaire, 2 milliards par an... » « Il faut aller à 2 % du PIB pour la Défense, et il faut y aller vite ».

Car l'armée française, explique son ancien CEMA, à actuellement 30 000 soldats en « posture opérationnelle », est sur de nombreux fronts, « la plus engagée de celles des 28 pays d'Europe ». Or elle a déjà subi la saignée : « En dix ans, nous avons perdu 40 000 postes, on a dissous 50 formations, fermé 17 bases aériennes,

désarmé 20 bateaux ! » « Ce grand écart est devenu impossible. »

« Pourquoi y a-t-il des soldats dans nos rues ? »

Car, explique le général, « si nous ne sommes pas en guerre, puisqu'il n'y a aucun État ne nous l'a déclarée, nous ne sommes pas en paix, sinon, pourquoi y aurait-il des soldats dans nos rues ? » Le terrorisme islamique, désormais répandu sur presque toute la planète, et le réarmement d'« États puissance » souvent peu démocratiques, voilà les deux menaces qui demandent, insiste le général, une réelle lucidité. Partir lui a semblé, le 19 juillet dernier, la meilleure solution pour le dire et pour « servir autrement ». « Cela portera-t-il du fruit ? Peut-être cela aidera-t-il dans des arbitrages budgétaires », sourit le général de Villiers, mais il veut croire surtout que cela poussera à la « prise de conscience » en « aidant à retisser le lien entre armée et Nation ».

JACQUES FORTIER

POLITIQUE « Groupe Alsace »

Thierry Kranzer : « On ne peut pas attendre 2021 pour avancer »

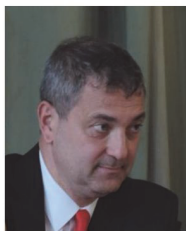
Le « Groupe Alsace » créé par Jean Rottner se retrouvera le 8 janvier. Thierry Kranzer, président du fonds international pour la langue alsacienne (FILAL), justifie sa présence dans ce groupe.

– Vous avez accepté de participer à ce Groupe Alsace alors que vous avez signé l'appel des Cent. Pourquoi ?

– D'abord, c'est une mission temporaire et bénévole avec une date butoir, juin prochain. Nous sommes tous d'accord qu'il faudra des moyens à la hauteur des ambitions. Enfin, il faudra avoir un cadre pour, chaque année, pouvoir porter un regard critique sur les suites données à nos recommandations.

– Certains vous disent « récupéré » par Jean Rottner ?

– J'espère que ce ne sera pas juste une opération de communication. On verra bien si la montagne accouche d'une souris. Notre mission est de rendre à Jean Rottner un rapport qui porte sur tout ce qui concerne l'identité, notamment, mais pas seulement, le bilinguisme. La région sera saisie de nos recommandations et sera donc mise à l'épreuve à la rentrée.



Thierry Kranzer.

PHOTO ARCHIVES DNA

– Le débat « Grand Est ou non » n'est donc pas de votre ressort ?

– Jean Rottner a ouvert la réunion en disant que le thème n'était pas « Grand Est ou pas Grand Est ». Il sait très bien que dans le Groupe, il y a des gens qui veulent sortir du Grand Est. Mais en effet, on ne peut pas attendre 2021 pour avancer sur les questions de la langue, de l'identité, de la visibilité de l'Alsace, notamment sur les réseaux sociaux. Nous ne sommes pas des politiciens. Nous savons qu'en parallèle se mène le débat sur une collectivité Alsace entre parlementaires et présidents de collectivités.

– Dans le domaine linguistique, quel est le vôtre, vous avez déjà des idées ?

– Nous voudrions que, sur ce plan, il y ait une égalité républicaine pour l'Alsace, que nous soyons traités comme les Bretons ou les Basques. Le dernier épisode avec la lettre de la rectrice à ABCM entre les classes immersives en est une illustration : elle dit aujourd'hui qu'elle n'a pas écrit ce qu'elle a signé. Je n'en crois rien, il y a eu des précédents réguliers, et je trouve bizarre que cela n'arrive qu'en Alsace, pas en Corse, ni en Bretagne.

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES FORTIER

LE CARNET

► **NAISSANCE.** – La petite Marlene est née, hier matin à 1 h 20, au CMCO de Schiltigheim. Elle pèse 3,1 kg et mesure 49,5 cm. Le bébé fait le bon-

heur d'Aude Gambet, journaliste à la rédaction Eurométropole-Strasbourg des DNA, et de Jean-François Badias, photographe. Sa grande sœur, Adèle, 3 ans, est aux anges.

STRASBOURG Égalité femmes-hommes

Comment se débarrasser des stéréotypes de genre ?

Un atelier du Tour de France de l'égalité femmes-hommes a réuni hier au Conseil de l'Europe deux ministres et plusieurs centaines de jeunes.



Marlene Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes.

PHOTO DNA - MARC ROLLMANN

ce problème ! », a souligné cette dernière. « Notre organisation y apporte aussi sa contribution à travers sa politique de recrutement : aujourd'hui le Conseil compte 30 % de femmes aux postes de direction ! »

Actions locales volontaristes

Françoise Buffet et Nawel Rafik Elmri, deux adjointes au maire de Strasbourg, ont pour leur part évoqué les « actions volontaristes » de la collectivité en la matière (colloque annuel sur les violences faites aux femmes, signature de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, campagne « Le corps n'est pas un objet » dans les écoles, etc.) Plusieurs jeunes participantes et participants ont osé des questions portant sur le sujet du jour, à savoir la persistance des stéréotypes de genre et du sexisme

dans le monde de l'éducation, au travail et dans les médias.

« Les entreprises qui voudront recruter et fidéliser les jeunes de la génération Y puis Z ne pourront se passer d'évoluer sur ce point », a notamment estimé la secrétaire d'État en prenant pour exemple le « bureau des en-

fants » qu'elle a créé pour les agents de son ministère en panne de garde. L'échange lui a permis de rappeler certaines mesures que le gouvernement entend mettre en œuvre dès l'an prochain : module d'enseignement dans les écoles, plan de formation dans le secteur public et pour les professionnels de la petite enfance, extension des pouvoirs du CSA pour réguler les vidéos sur internet et les jeux vidéo, loi contre le harcèlement de rue, etc.

« La progression vers l'égalité n'est pas automatique mais elle est irréversible. Pour avancer, il faut une volonté politique et citoyenne », a conclu Nathalie Loiseau. Et Marlene Schiappa d'y adjoindre un appel : « Les femmes ne doivent pas considérer les autres comme des rivales, comme la société les incite ! Elles doivent au contraire faire preuve de solidarité entre elles. » ■

X.T.

PLUS DE 300 ÉTAPES

Lancé début octobre par Édouard Philippe et Marlene Schiappa, le « Tour de France de l'égalité femmes-hommes » se poursuit jusqu'au 8 mars prochain. Plus de 300 ateliers thématiques, coordonnés par les directions régionales aux droits des femmes et à l'égalité, sont prévus à travers le pays. Avec cette campagne, le gouvernement entend recueillir les témoignages des citoyennes et citoyens ainsi que leurs propositions « en vue de faire progresser l'égalité et l'assurer dans les faits ». Une consultation est parallèlement ouverte en ligne sur le site et la page Facebook du secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le 25 novembre, le président de la République a déclaré l'égalité entre les femmes et les hommes « grande cause nationale » du quinquennat et annoncé notamment des mesures en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG Syndicats

Passé d'armes avec Michel Deneken autour de la laïcité

Cinq organisations syndicales de l'Université de Strasbourg reprochent au président Michel Deneken de ne pas respecter les principes de neutralité et de laïcité. Le président de l'Unistra voit dans ces attaques une atteinte à sa liberté de citoyen.



Michel Deneken : « Je ne mélange pas les genres. »

PHOTO ARCHIVES DNA - LAURENT RÉA

ALORS QUE LE TRIBUNAL administratif de Strasbourg rendra, aujourd'hui, sa décision dans le contentieux électoral qui oppose le Snesup-FSU à Michel Deneken (DNA du 1^{er} décembre), le syndicat de l'enseignement supérieur et quatre autres organisations syndicales (le SNCS-FSU, le SNPREES-FO, SupAutonome-FO et Sud Éducation Alsace) ont tiré à boulets rouges sur le président de l'Université de Strasbourg qui « persiste à mêler étroitement ses fonctions de président d'université aux missions pastorales ». Dans un communiqué, les cinq syndicats demandent à la rectrice de l'académie et au ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche de « prendre toutes les mesures utiles au strict respect des principes de neutralité et de laïcité à l'Université de Strasbourg ».

Après avoir affirmé qu'elles respectent « pleinement la liberté de conscience et la liberté religieuse », ces organisations syndicales « observent » néanmoins que « la célébration d'offices religieux, même sur le temps privé, s'apparente bien à un exercice public... En aucun cas, Michel Deneken ne saurait être présenté dans cet exercice

religieux comme président d'université ».

Une affiche met le feu aux poudres

Les syndicats font notamment référence à une affiche annonçant la célébration d'une messe, samedi 9 décembre à la chapelle de Notre-Dame de Sion, « par Michel Deneken, président de l'Université de Strasbourg, et le père Julien Prajescu ». Messe que Michel Deneken n'a finalement pas célébrée, « car les gens étaient choqués par la campagne qui s'annonçait. Je ne mélange pas les genres. C'est à vomir », a rétorqué Michel Deneken.

Le président de l'Unistra a également affirmé son droit à utiliser l'expression « sang des martyrs » qu'il avait prononcée lors d'une commémoration de la rafle du 25 novembre 1943. « C'est une expression reconnue », explique Michel Deneken en ré-

ponse aux syndicats qui se déclarent « choqués » par son discours qui associait « le sang versé par le grand historien, juif et résistant (Marc Bloch), au sang des saints de l'Église catholique ». Les organisations syndicales lui reprochent également une « expression sur une bénédiction de cartables » en septembre 2016, alors qu'il était président par intérim de l'Unistra, ou encore sa participation à des formations diocésaines.

Michel Deneken met en avant sa liberté de parole et sa liberté d'exercer son culte : « J'ai le droit de célébrer où je veux, quand je veux. C'est une atteinte à ma liberté de citoyen. J'aimerais que le rectorat se prononce et me soutienne », a souligné le président de l'Université de Strasbourg, avant de lâcher : « J'en ai ras le bol de ces attaques ! » ■

J.F.C.

SCHILTIGHEIM

Le 1^{er} adjoint Christian Ball (LR) quitte la majorité

Après un premier clash en juillet, Christian Ball, le 1^{er} adjoint de Schiltigheim, a annoncé hier au maire Jean-Marie Kutner (UDI) qu'il quittait la majorité, motivant sa décision par de profondes divergences sur plusieurs projets majeurs. « La vision urbanistique du maire n'est pas la mienne, ni celle d'une majorité de Schiltigheim », affirme Christian Ball, citant notamment le site de la médiathèque et le projet de reconversion de la friche Istra. Compte-t-il renverser la majorité ? « Des élus vont me suivre. J'ai pris ma décision, ils seront libres de prendre la leur. » Mardi, le vote du budget 2018 permettra d'y voir plus clair. En attendant, le maire Jean-Marie Kutner « regrette ce qui s'est passé », « Un 1^{er} adjoint se doit d'être loyal et solidaire », estime le maire. Il affirme toutefois être prêt à reprendre les négociations : « Je lui ai tendu la main, je la tendrai jusqu'au dernier moment. Pour la ville. »

SOW

STRASBOURG

L'Eurométropole va relancer le projet de déménagement du Parc des expositions

Le projet de transfert du Parc des expositions du secteur Wacken au secteur de l'avenue Herrenscheidt, au nord du centre-ville de Strasbourg, va être relancé la semaine prochaine par l'Eurométropole. Une délibération prévoit la relance de cet ancien projet d'abord suspendu puis interrompu faute de moyens financiers en 2014. À 86 millions d'euros de budget, le nouveau Parc des expositions coûterait 100 M€ de moins que le précédent projet abandonné. Un nouveau concours architectural va être lancé avec pour perspective la mise en service des cinq halls en 2021.